

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.2/1994/8
28 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Groupe de travail des formes
contemporaines d'esclavage
Dix-neuvième session
25 avril - 4 mai 1994
Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DE L'EVOLUTION DANS D'AUTRES DOMAINES DES FORMES CONTEMPORAINES
D'ESCLAVAGE, NOTAMMENT : L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ETRES HUMAINS
SOUS TOUTES LEURS FORMES AFFECTANT LES ENFANTS, EN PARTICULIER
LE PHENOMENE DES ENFANTS SOLDATS, LA TRAITE ILLEGALE A DES FINS
D'ADOPTION ET LA TRANSPLANTATION D'ORGANES

Rapport du Secrétaire général préparé conformément
à la résolution 1993/5 de la Sous-Commission

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	2
I. GOUVERNEMENTS	3
Ethiopie	3
Jamahiriya arabe libyenne	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4
II. ORGANES DES NATIONS UNIES	7
Office des Nations Unies à Vienne	7
III. ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE	8
Organisation internationale de police criminelle	8

GE.94-12401 (F)

Introduction

Au paragraphe 8 de sa résolution 1993/5, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a demandé, de manière pressante, au Secrétaire général d'inviter de nouveau tous les gouvernements, les organismes des Nations Unies, y compris le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et toutes les organisations non gouvernementales compétentes, d'enquêter plus avant, de manière approfondie, sur les allégations concernant le prélèvement d'organes sur des enfants et d'indiquer les mesures qu'ils prennent, le cas échéant, pour éliminer cette pratique partout où elle existe, en vue de faire rapport à ce sujet au Groupe de travail lors de sa dix-neuvième session.

En conséquence, le Secrétaire général a envoyé le 25 octobre 1993 des notes verbales et des lettres aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies et aux organisations susmentionnées. Leurs réponses sont reproduites dans le présent document.

I. GOUVERNEMENTS

Ethiopie

[Original : anglais]

[23 décembre 1993]

Le gouvernement transitoire d'Ethiopie a indiqué que jusque-là aucun cas de prélèvement d'organes sur des enfants n'a été signalé au Ministère du travail et des affaires sociales. La législation nationale est en vigueur pour s'opposer, le cas échéant, à toute pratique de ce genre.

Jamahiriya arabe libyenne

[Original : arabe]

[29 novembre 1993]

Le Congrès général du peuple a promulgué la loi No 4/82 concernant les cas dans lesquels la dissection de corps et la transplantation d'organes de personnes décédées est autorisée. L'article premier de cette loi stipule ce qui suit :

"Les corps de personnes décédées ne peuvent être disséqués que lorsqu'il s'agit de :

- i) dissection à des fins scientifiques et d'enseignement, à condition que le défunt ait fait don de son corps dans son testament ou que l'un de ses parents jusqu'au quatrième degré ait donné son consentement;
- ii) dissection pour déterminer les causes du décès, sur ordre du parquet;
- iii) dissection à des fins médicales pour déterminer la cause du décès, sur ordre du médecin compétent.

Dans ces cas, la dissection ne peut être effectuée que par un spécialiste médical dans un hôpital."

L'article 2 de la loi No 4/82 stipule en outre que les organes de personnes décédées qui conviennent pour une transplantation peuvent être utilisés à condition que le défunt en ait fait don dans son testament ou qu'un de ses parents jusqu'au quatrième degré ait donné son consentement. Les organes ne peuvent être prélevés que par un spécialiste médical dans un hôpital. La loi prévoit une peine d'au moins un an de prison et une amende d'au moins 100 dinars pour toute personne qui viole les dispositions susmentionnées.

La loi stipule également que si l'auteur de l'infraction est un médecin, non seulement il sera frappé d'une peine de prison et d'une amende, mais il lui sera interdit de pratiquer la médecine pendant cinq ans au moins.

L'article 6 de la loi No 20/91 sur la promotion de la liberté, promulguée le 1er septembre 1991, stipule ce qui suit : "Toute personne a droit à l'intégrité physique. Il est interdit de se livrer à des expériences scientifiques sur le corps d'une personne vivante sans son libre consentement".

L'article 10 de la loi No 17/86 sur la responsabilité médicale stipule que les opérations chirurgicales doivent être effectuées en tenant dûment compte de ce qui suit :

a) L'opération doit être effectuée dans un établissement thérapeutique ou une clinique équipés à cette fin;

b) Les tests et analyses nécessaires doivent être faits afin de déterminer si le patient est médicalement apte à subir l'opération;

c) L'état de santé du patient doit justifier l'opération, sauf dans les cas de don volontaire de parties du corps humain ou d'organes;

d) Une autorisation écrite doit être obtenue, soit du patient, soit de la personne qui en est légalement responsable s'il n'a pas l'âge légal ou si sa condition ne lui permet pas d'exprimer ce qu'il désire, à moins que deux praticiens au moins certifient que l'opération est indispensable et urgente et qu'il a été impossible d'obtenir un consentement à cet effet.

Il convient de noter que les deux lois susmentionnées énoncent des règles juridiques qui doivent être respectées dans le cas d'opérations chirurgicales, de dissection de corps et d'utilisation d'organes de personnes décédées, par exemple pour leur transplantation sur des personnes vivantes. La loi, en Jamahiriya, n'établit pas de distinction entre les personnes car l'interdiction de prélever et de transplanter des organes s'applique aux enfants comme aux adultes.

L'article 15 de la loi No 17/86 interdit toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne et de prélever un organe ou une partie d'organe sans avoir obtenu un consentement écrit après avoir déterminé qu'aucun mal ne s'ensuivra pour la personne concernée si celle-ci est vivante, ou conformément aux dispositions de la loi No 4/82 susmentionnée si elle est décédée. La loi interdit toute expérience scientifique sur le corps d'une personne vivante si ce n'est avec son consentement, afin qu'elle en tire profit, et à condition que l'expérience soit effectuée par des médecins autorisés conformément aux principes scientifiques universellement reconnus.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]
[1er février 1994]

Les gouvernements qui se sont succédé ont estimé qu'un don d'organe devrait être un choix fait par l'intéressé ou par sa famille immédiate et qu'il devrait s'agir d'un don positif, altruiste. Nul ne devrait être forcé ou incité à se séparer d'organes à des fins de transplantation. La législation

y veille. La loi sur les transplantations d'organes humains de 1989 interdit tout paiement pour des organes et prévoit des restrictions considérables en cas de transplantations entre personnes vivantes. La loi sur les tissus humains de 1961 autorise l'utilisation d'organes de personnes décédées dans des circonstances précises et sous réserve du consentement du donneur ou de membres survivants de sa famille.

Les organes d'enfants décédés peuvent être utilisés à des fins de transplantation, sous réserve évidemment des dispositions des deux lois susmentionnées. Le Code de pratique sur les organes de cadavres destinés à être transplantés, publié par le Ministère de la santé, stipule ce qui suit : "Les démarches auprès des parents d'un enfant décédé nécessitent une grande sensibilité et un grand tact; bien que la loi n'exige pas le consentement parental, il devrait toujours être obtenu dans le cas d'un enfant".

La situation est assez différente lorsqu'il s'agit de prélever un organe sur un donneur vivant. L'éthique de la profession médicale fait qu'il est très peu probable qu'un organe soit prélevé sur un enfant vivant afin de le transplanter sur une autre personne si cet enfant est incapable de donner un consentement valide. Les services de la santé insistent beaucoup sur la nécessité, pour les professionnels de la santé, d'obtenir un consentement pour toutes formes de traitement. Un enfant de moins de 16 ans peut donner un consentement de ce genre, mais les professionnels de la santé intéressés doivent s'assurer que l'enfant comprend bien ce qui lui est proposé.

Le prélèvement d'un organe sur un enfant vivant pour le transplanter sur une autre personne est une affaire extrêmement grave et, même dans le cas où le consentement parental est donné, le praticien peut décider de ne pas procéder à l'opération. La décision de dispenser ou non tout traitement médical revient, en dernière analyse, au praticien. Lorsqu'il décide s'il prélèvera ou non un organe sur une personne vivante, il doit tenir compte des risques que cela présente pour le donneur proposé et, le cas échéant, du fait qu'il s'agit d'un mineur.

La loi de 1989 sur les transplantations d'organes humains prévoit des restrictions en ce qui concerne les transplantations entre personnes vivantes qui n'ont pas de liens génétiques. Toutes les transplantations proposées entre personnes vivantes qui ne sont pas apparentées sont soumises à la Unrelated Live Transplant Regulatory Authority (ULTRA) (Instance de réglementation des transplantations entre personnes vivantes non apparentées), qui décide si la transplantation envisagée peut avoir lieu. Tous les donneurs vivants sont longuement informés de la gravité de l'action qu'ils envisagent. Ces dispositions s'appliquent aux enfants comme aux adultes.

La loi sur les transplantations d'organes humains et la réglementation adoptée en application de cette loi exigent que des renseignements sur tous les organes donnés et transplantés soient communiqués à la United Kingdom Transplant Support Service Authority (UKTSSA). Des renseignements détaillés sur le donneur et le bénéficiaire, le médecin, le lieu de l'opération et l'organe ou les organes considérés doivent être fournis, ainsi que le lieu d'origine de l'organe ou des organes. Ces dispositions sont applicables que les organes soient prélevés au Royaume-Uni ou à l'étranger.

Soixante-dix organes destinés à être transplantés ont été reçus de l'étranger en 1991 et 1992; ils provenaient tous d'Europe. Sur ce nombre, 26 provenaient d'enfants de moins de 18 ans en 1991, et 14 en 1992. La plupart des pays européens et de nombreux autres pays ont des lois et des contrôles analogues à ceux qui existent au Royaume-Uni pour empêcher le trafic d'organes et ils contrôlent l'approvisionnement et l'utilisation d'organes.

II. ORGANES DES NATIONS UNIES

Office des Nations Unies à Vienne

[Original : anglais]

[2 décembre 1993]

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa deuxième session, a examiné la question de l'incidence des activités criminelles organisées sur l'ensemble de la société au titre du point 3 de son ordre du jour. Dans un rapport présenté par le Secrétariat (E/CN.15/1993/3), il a été indiqué que "le marché noir auquel les transplantations d'organes donnent lieu est un des champs d'activités spécifiques de la criminalité organisée. Les fortes concentrations de personnes, y compris d'enfants, indigentes et sans abri dans les zones urbaines, des pays en développement en particulier, sont une source d'organes pour ces transplantations. Le marché noir se développera certainement à mesure que les progrès techniques permettront de prolonger la conservation des organes prélevés, qui pourront ainsi être transportés sur de longues distances."

Bien que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale soit consciente de cette grave situation, elle n'a pas actuellement de mandat pour entreprendre des enquêtes et des recherches ou mener d'autres activités dans ce domaine. D'autres priorités urgentes et les ressources limitées disponibles ont, en fait, empêché toute initiative dans ce domaine. Par ailleurs, la question de l'esclavage n'a pas encore été examinée par la Commission et n'est pas actuellement inscrite à son ordre du jour.

III. ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

Organisation internationale de police criminelle

[Original : anglais]

[5 janvier 1994]

Depuis 1987, l'OIPC-Interpol suit la question des transplantations illégales d'organes. Un certain nombre d'articles parus dans la presse ont appelé l'attention du Secrétariat général et du Bureau central national du Brésil et il a donc été décidé de procéder à une enquête parmi les pays membres. Cette enquête n'a cependant pas permis d'obtenir de nouveaux renseignements.

En 1991, le Bureau central national du Brésil nous a informés qu'il enquêtait, en coopération avec la police uruguayenne, sur une affaire de transplantations illégales d'organes dans un hôpital de Sao Paulo. Cette enquête n'a cependant pas abouti à la condamnation d'un suspect.

La question des transplantations illégales d'organes a été également examinée pendant la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale en 1993 à la demande de la délégation brésilienne, pour laquelle il était extrêmement important d'établir clairement que les accusations proférées par le professeur Schwartzberg devant le Parlement européen étaient absolument sans fondement. Le professeur Schwartzberg avait affirmé que 3 000 enfants adoptés au Brésil avaient été, en fait, vendus à la camorra napolitaine à des fins de transplantation. L'OIPC-Interpol continuera de suivre de près cette question.
